N° 4. JANVIER 1942 Prix : 1 franc.

PAUVRE ET HONNETE

Le Peuple

ORGANE DE COMBAT SOCIALISTE

C. W. O. II B6 405 C. 2 G. M.

Editorial

A LA MEMOIRE D'UN VRAI « CHEF »

Ce mois de décembre nous a ramené un triste anniversaire : celui de la mort d'Emile Vandervelde. L'image de notre cher Patron s'impose à notre mémoire, toujours aussi forte... Mais comment l'évoquer en quelques lignes dans les circonstances actuelles ?

Dans ce journal où l'on s'enorgueillit de continuer son œuvre, il faudrait rappeler tout ce que la classe ouvrière belge doit à ce socialiste qui a fait pendant plus de cinquante ans corps avec elle. Il faudrait le montrer éveillant les masses qui accouraient en foule aux meetings de cette fameuse campagne électorale de 1894. Il faudrait suivre son action au Conseil Général du Parti où il a siégé pendant 45 ans et jusqu'à son dernier jour. Il faudrait rappeler sa prodigieuse activité parlementaire, remarquable autant par une assiduité exemplaire aux séances que par la variété, le nombre et l'autorité de ses interventions oratoires. Il faudrait encore parler de son œuvre écrite si abondante, écrite avec le souci d'être compris par quiconque a au moins une instruction primaire et pourtant jamais vulgaire ni même terre à terre. Il faudrait même parler, malgré sa durée assez courte, de sa carrière ministérielle.

Nous nous bornerons à souligner deux aspects si actuels de sa puissante personnalité : le socialiste démocrate et l'internationaliste patriote.

A aucun moment de sa vie, Emile Vandervelde n'a séparé la démocratie du socialisme. Sans doute a-t-il fait ses premières armes en un moment où cette séparation eût été inconcevable. Mais tandis que beaucoup de socialistes, vigoureusement démocrates par opposition à des forces qu'ils subissaient, l'étaient beaucoup moins quand ils détenaient quelque forme de pouvoir, il a toujours été préoccupé de susciter l'intervention effective du plus grand nombre possible de travailleurs organisés pour les décisions importantes à prendre. Nul plus que lui n'insistait pour que les représentants des minorités puissent s'exprimer librement dans les assemblées; nul n'était plus attentif aux arguments qui étaient opposés à ses propres idées; nul n'était plus disposé à aller jusqu'au bout des concessions compatibles avec le maintien de la ligne qu'il avait adoptée, afin de rallier une majorité plus proche de l'unanimité. Il insistait toujours pour avoir l'avis des syndicats, parce qu'il pensait que cet avis reposait sur la consultation d'un plus grand nombre d'affiliés.

Certains ont voulu voir une habileté, d'autres une faiblesse dans ce parti-pris d'appel à la masse des adhérents. En réalité, Emile Vandervelde était entièrement pénétré de ce qu'il est impossible de faire le bonheur des hommes malgré eux, et de ce qu'il faut les habituer à prendre parti pour qu'ils apprennent à réfléchir. Aussi bien, nul n'a consacré plus d'efforts à élever le niveau intellectuel des travailleurs.

Comme la démocratie, l'internationalisme était un des fondements du socialisme à la fin du XIX° siècle. Mais sous l'influence des formules marxiennes : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » et « les prolétaires n'ont pas de patrie », cet internationalisme était négatif, agressif ou tout au moins valable seulement pour la classe ouvrière. Emile Vandervelde n'a jamais accepté ce caractère restrictif. S'il comptait sur une plus grande somme d'intérêts communs entre les travailleurs de tous les pays pour développer un sentiment internationaliste agissant, il affirmait avec Jaurès, que l'Internationale implique l'existence préalable de nations autonomes. C'était ces nations qu'il fallait, disait-il au congrès de Stuttgart en 1907, réunir en libre fédération. Et c'est parce que la Belgique était violentée comme nation en août 1914 qu'il a participé avec tant d'énergie à sa défense. Et c'est parce qu'il voyait une ébauche d'une véritable fédération qu'il a si opiniâtrement défendu la Société des Nations et qu'il avait fondé tant d'espoirs sur le traité de Locarno.

Mais ce grand Belge, qui était accueilli avec tant de respect dans tous les pays du monde, ne négligeait jamais les intérêts de la Belgique, ou mieux du peuple belge. Qu'il s'agisse du Congo, du droit aux réparations après 1918 ou de l'indépendance du pays vis-à-vis des puissants voisins sa vigilance égalait sa perspicacité.

Il avait raison de prétendre qu'il puisait toute son argumentation dans les principes socialistes. Et c'est pour nous un puissant soutien de nous sentir en une telle communion de pensée avec lui, lorsque nous luttons contre l'envahisseur et ses valets.

Situation militaire

LE DECLIN MILITAIRE DE L'ALLEMAGNE

On s'est assez moqué de la fameuse proclamation d'Hitler où il annonçait la victoire triomphale de l'Allemagne en 1941, pour qu'il regrette amèrement sa prophétie.

Winston Churchill est plus modeste quand il se contente de dire que la position des alliés à la fin de 1942 sera beaucoup meilleure qu'aujourd'hui. Et il a raison d'agir ainsi. S'ils veulent échapper à la raillerie, les hommes d'Etat doivent éviter la prophétie.

Mais il est certes permis au simple particulier de s'aventurer un peu plus. Or, à moins de fermer les yeux à l'évidence il faut admettre que la machine militaire allemande est en voie de détérioration rapide. La campagne de Russie l'endommage un peu plus chaque jour.

Les Allemands et leurs employés se sont abondamment gaussés des erreurs militaires des gouvernements démocratiques. En fait, elles avaient toutes les mêmes origines : un aveuglement incurable devant les armements allemands et une timidité sans excuse pour la cinquième colonne qui par l'intérieur minait la défense nationale. Mais ces erreurs sont largement dépassées par les fautes récentes commises en Russie par le Fuhrer et ses lieutenants.

Pour s'en rendre compte, il suffit de lire les lignes consacrées à la guerre dans l'Est, par le capitaine Weberstedt, du haut commandement allemand, dans le numéro du 1er décembre d'une revue abondamment distribuée par la propagande allemande dans les pays occupés :

« La double victoire de Briansk et de Viasma a décidé de la campagne contre l'U.R.S.S. L'Etat bolcheviste a été dompté. Impuissant, ses armées anéanties, il est contraint à la défensive...

» La campagne n'est pas encore terminée, cependant, malgré tous les combats à venir, le sort de l'U.R.S.S. est décidé. Le monstre bolcheviste est abattu. Sur le continent, le dernier allié de l'Angleterre a cessé d'exister ».

Il est impossible d'accumuler plus d'erreurs d'appréciations que le commandement allemand l'a fait au cours de ces derniers mois. Non seulement, il a proclamé officiellement à la face du monde que l'armée russe était détruite. Mais encore il l'a cru ! Non seulement, il a annoncé à plusieurs reprises que les Russes avaient lancé leurs dernières réserves dans la bataille. Mais lui-même il l'a cru ! Non seulement, il a publié en octobre que les défenses extérieures de Moscou étaient brisées. Mais encore une fois, il l'a cru lui-même.

Et c'est en se basant sur ces illusions, ces mirages, que ce commandement, soi-disant omniscient et infaillible, a jugé superflu d'organiser l'hivernage et de mettre l'armée à l'abri des terribles rigueurs du climat russe.

La proclamation de Gœbbels faisant collecter au cœur de l'hiver dans les villes allemandes des vêtements chauds pour les combattants perdus au milieu des neiges

BOURDOUX

Notre Socialisme, le voici !

1. Le mouvement socialiste veut le bien-être du Peuple.
Le bien-être du Peuple est indivisiblement d'ordre moral et d'ordre matériel.
Les fondements du bien-être moral sont la liberté et la solidarité.
Les fondements du bien-être matériel sont le travail, la justice et la paix.

2. La liberté se réalise par la démocratie politique, économique et industrielle.
La démocratie politique, c'est le gouvernement du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple. Elle garantit la liberté du citoyen contre toute dictature et contre l'arbitraire du pouvoir.
La démocratie économique, c'est l'affranchissement capitaliste; ce n'est pas livrer à l'incompétence tyrannique des bureaucrates, c'est subordonner l'économie, dans l'intérêt social, à la volonté conjointe de représentants des producteurs et de représentants des consommateurs, assistés des meilleurs techniciens.
La démocratie industrielle, c'est le travailleur libéré, non point de l'autorité nécessaire du chef d'entreprise mais bien de l'arbitraire patronal dans l'organisation du travail.

3. La solidarité, c'est la sécurité de l'existence garantie à chacun dans la mise en pratique d'une nouvelle conception morale de la vie en société, par le développement de lois et d'institutions d'entr'aide, et notamment par la généralisation obligatoire des assurance sociales contre tous risques de dénuement, risques de maladie, d'accident, d'invalidité et de vieillesse.

4. Le travail, fondement premier du bien-être matériel, est à la fois un devoir et un droit.
Tout individu qui ne travaille pas au mieux de ses capacités manque à son devoir social. Dans ce cas, la société est déchargée de toute obligation à son égard.
Le chômage involontaire, fruit de l'économie capitaliste, sera exclu de l'ordre socialiste. A cette fin, l'économie sera systématiquement organisée par tous moyens propres à faire prévaloir l'intérêt de la Nation sur les appétits individuels des brasseurs d'affaires, et par la réalisation de plans nationaux et internationaux d'équipement économique. Parmi ces moyens, figure la socialisation – ce qui ne veut pas dire l'étatisation – du crédit, des assurances et des grandes industries clefs tels que les charbonnages, la grosse métallurgie et la fourniture d'électricité.

5. Le paysan qui cultive son champ, l'artisan qui travaille dans son propre atelier, le commerçant qui sert lui-même le public dans son propre magasin ne sont pas visés par les mesures de socialisation. Ils ne sont pas des exploiteurs du travail d'autrui; au contraire, ils sont souvent dominés et rançonnés eux-mêmes par des puissances d'argent. C'est pourquoi le Mouvement socialiste loin de nuire à leurs intérêts, les appelle à l'action, comme les hommes et les femmes de la classe ouvrière, comme les employés, comme les travailleurs intellectuels, pour se libérer eux-mêmes et libérer la société tout entière de la ruineuse emprise du grand capitalisme financier, ravageur de l'épargne.

6. La justice exige que les produits du travail soient répartis selon les capacités des travailleurs et selon les besoins normaux des familles.
L'équilibre économique demande qu'aucun travailleur ne soit privé du nécessaire dans son ménage, que chacun jouisse d'une aisance proportionnée à ses mérites et que personne ne regorge de richesses à côté de foyers accablés de misère.

7. La paix doit régner entre les Nations et dans leur propre sein.
La paix intérieure sera fondée sur la justice sociale; elle exige la suppression des privilèges capitalistes.
Il en est de même de la paix internationale; celle-ci sera réalisée par la substitution aux armées nationales d'une force de police internationale, capable de tenir en respect tout Etat qui manifesterait une volonté d'agression ou qui se déroberait aux procédures d'arbitrage qu'une Société universelle de Nations démocratiques imposera à tous ses membres pour le règlement pacifique de leurs différends.

8. Dans les circonstances actuelles, le Mouvement socialiste ne croit pas nécessaire d'exposer ses méthodes d'action.
Tant que durera l'occupation, il ne pourra s'agir que d'une action clandestine. Celle-ci a un double objectif immédiat :
1° organiser la résistance à l'ennemi; 2° recruter et préparer des militants, par l'éducation mutuelle, pour la restauration de la démocratie et pour le développement du Socialisme au lendemain de la guerre.
A la libération du territoire, les modalités de l'action socialiste dépendront des circonstances. Le Mouvement, promoteur de cette action, revendique le droit et l'honneur de constituer le pivot des forces de reconstruction; il visera moins à porter des meneurs au pouvoir qu'à bien choisir les méthodes les plus efficaces pour aller le plus rapidement possible vers les grands buts indiqués ci-dessus.
Les règles de la plus stricte démocratie prévaudront à l'intérieur du Mouvement pour le choix des méthodes. Celles-ci seront ce que la majorité des participants auront voulu qu'elles soient, à l'exclusion pourtant de toute méthode dictatoriale suivant le mode communiste, car une telle méthode alors même qu'elle aurait été voulue par une majorité oublieuse de ses propres principes, serait la négation du Mouvement socialiste dont l'essence est la liberté.

9. Chacun qui est disposé à se dévouer au Mouvement socialiste, suivant les présentes directives, est prié de donner son adhésion au camarade qui les lui aura communiquées.

SITUATION MILITAIRE (suite)

montre mieux que n'importe quel commentaire la réalité de l'arrogante imprévoyance du commandement allemand.

C'est un spectacle bien éloquent, que celui de ces soldats de la fière Wehrmacht vêtus de loques et volant pour se couvrir les habits des paysans russes, les pull-over de toutes les couleurs et même les pantalons de femmes.

On a signalé sur le front de Kalinine des unités constituées uniquement de recrues de 17 à 18 ans, n'ayant qu'une instruction rudimentaire.

Ainsi Napoléon, après la Bérésina, mit en ligne dans sa campagne d'Allemagne, ses fameux « Marie-Louise », pauvres petits conscrits, arrachés prématurément à leurs familles. Faute de résistance physique, presque tous ces enfants périrent fauchés par le typhus, sinon par la mitraille.

Que restera-t-il de la grande armée d'Hitler, après encore quatre mois d'un hiver implacable, appuyé par la formidable ruée des nouvelles armées russes, endurcies au froid et animées par la fureur de la vengeance ?

Les Allemands n'aiment pas qu'on compare leur campagne de Russie à celle de Napoléon. C'est simplement que ce funèbre souvenir les hante constamment.

L'avenir ratifiera certainement l'affirmation de Churchill que l'attaque de la Russie par Hitler apparaîtra dans l'histoire comme une des plus grandes fautes militaires qui aient jamais été commises.

Elle signifie tout simplement le commencement de la fin.

IL EN SAVAIT TROP LONG

Un de nos protecteurs, retour du front russe depuis quelque temps, ne parvenait pas à obtenir l'autorisation de rentrer en Allemagne où sa femme venait d'accoucher. Comme on l'avertit qu'il retournerait incessamment au paradis victorieux de l'Est, le fridolin préféra s'asphyxier dans une chambre, au 199, de la rue de la Poste, à Bruxelles. Après tout le gaz est plus doux que le gel.

LES CLERCS N'ONT PAS TRAHI

Au moment où les Secrétaires Généraux vont de faiblesse en palinodie, la population a appris avec soulagement que l'Université Libre de Bruxelles résiste résolument aux exigences déplacées de l'occupant.

L'attitude crâne des étudiants depuis dix-huit mois témoignait que leurs maîtres entretenaient chez eux le feu sacré de la résistance à l'oppression. Aujourd'hui on sait qu'ils n'ont pas hésité devant les conséquences de l'accomplissement d'un devoir de conscience. Pour avoir refusé d'admettre parmi eux des professeurs choisis par la Gestapo, dix d'entre eux sont en prison et tous les autres sont privés de traitement et menacés d'autres sanctions.

Trois mille étudiants doivent interrompre leurs études. Mais ils comprendront qu'en cette occasion leurs professeurs ont adopté la seule attitude adéquate. Les professeurs d'Université ne sont pas seulement chargés d'enseigner : ils ont surtout la charge de former les caractères et, dans ce domaine, rien n'est plus efficace que l'exemple. Pour l'avoir donné dans des circonstances décisives, ils ont bien mérité du pays.

C.W.O.II
C.2.G.M.

Chronique sociale

POURQUOI LES ALLEMANDS AFFAMENT LES OUVRIERS BELGES

Dans notre précédent numéro, nous avons montré que la plus grande partie de l'industrie belge travaille pour l'occupant, c'est-à-dire que le pays se vide de sa substance au profit exclusif des soudards allemands. Nous avons noté que cet épuisement n'empêche pas une minorité de prospérer sur la misère générale. Il nous faut maintenant faire le point en ce qui concerne le plus grand nombre, c'est-à-dire les salariés.

Pour les ouvriers, l'occupation allemande a eu d'emblée une conséquence décisive. Non seulement elle les a presque tous privés de leur emploi, mais elle les a jetés dans les bas-fonds de l'assistance publique. Les allocations de chômage, auxquelles leurs cotisations régulièrement versées **leur donnaient droit,** ont été radicalement supprimées.

Pour bien leur montrer qu'ils n'avaient plus la qualité de « chômeurs » on a remplacé l'Office national du Placement et du **Chômage** par l'Office national du Placement et du **Contrôle** (sic). Le nouvel O.N.P.C. n'avait plus de fonds à administrer; sa mission consistait à développer le placement et à contrôler les sans-travail. Ceux-ci sont désormais inscrits sur les listes de l'Assistance publique et reçoivent un secours dérisoire.

Soulignons en passant un des « progrès » indéniables de l' « ordre nouveau ». En 1914-18, à l'initiative des syndicats, tous les chômeurs qui pouvaient prouver avoir été régulièrement salariés pendant les années précédentes étaient formellement distingués des « assistés ». Moyennant un contrôle sérieux, ils bénéficiaient d'une indemnité modeste mais régulière en plus des secours en nature accordés aux autres nécessiteux .On avait ainsi voulu sauvegarder leur dignité de travailleurs. Actuellement les travailleurs les plus prévoyants sont ravalés au niveau du **lumpen-prolétariat.**

Mais ce n'était encore qu'un commencement. A l'encontre des règles du droit international, l'O.N.P.C. a accepté d'organiser le recrutement d'ouvriers pour l'Allemagne. Officiellement, il s'agissait d'un recrutement volontaire. Effectivement les bureaux régionaux ont employé régulièrement la menace de suppression de secours pour obtenir des engagements. Les directeurs qui s'y sont refusés ont été limogés. En conséquence, de très nombreux chômeurs ont cessé de fréquenter les contrôles pour échapper à la menace – et ils ont perdu l'allocation...

Les ouvriers au travail sont à peine mieux lotis. Pendant près d'un an, malgré la hausse des prix qu'on prétendait empêcher, malgré les sollicitations de nombreux patrons eux-mêmes, le Commissariat aux prix – une belle invention nazi – a interdit toute majoration des salaires de mai 1940. Et depuis lors, aucune démarche ne parvient à décider nos protecteurs à autoriser autre chose que les misérables 8 % appliqués en mai.

Or, en s'en tenant aux articles rationnés et à ceux dont les prix sont réglementés, la hausse atteint au moins 80%. Mais la ration théorique représente moins de la moitié de ce qu'il faut à l'ouvrier pour soutenir son labeur. Les denrées dont les prix sont réglementés sont introuvables. Et il ne reste que le marché noir avec ses prix astronomiques.

Conséquence, malgré les efforts faits par beaucoup d'industriels pour procurer des vivres à leur personnel, la sous-alimentation est générale et les répercussions sur la santé publique sont lamentables.

Il faut souligner que cette situation est voulue par l'occupant. Celui-ci n'éprouverait aucune difficulté s'il laissait monter les salaires. Dans la mesure où il est le client de l'industrie belge, il devrait, semble-t-il payer les produits plus chers. Mais malgré les charges qu'il impose au pays et qui atteignent sous diverses formes un milliard et demi par mois, il ne paie pas un centime. Toutes les fournitures sont simplement inscrites au « crédit » de la Belgique, un crédit qui ne sera jamais apuré.

Mais les Allemands affament littéralement les ouvriers belges pour les obliger à aller travailler « volontairement » dans les usines allemandes. Mais les travailleurs belges résistent. Ils préfèrent végéter chez eux que d'aider l'envahisseur dans sa guerre de rapine. Bien mieux, ils mécanisent l'U.T.M.I. qu'on a montée contre eux et dont nous reparlerons. Et ils sont chaque jour plus décidés à faire tout ce qu'ils peuvent pour débarrasser le monde de la peste brune.

La Situation internationale

L'INITIATIVE CHANGE DE CAMP

Le récent discours de Hitler au Reichstag annonçant l'entrée en guerre contre les Etats-Unis mérite d'être relu attentivement. Hitler, en effet, est un excellent médium; il ressent à l'extrême les sentiments de son peuple, et ses moindres paroles lui sont inspirées par le désir d'y répondre. D'autre part, ce discours jette une certaine clarté sur les circonstances qui ont abouti à l'extension du conflit en guerre mondiale.

Dans son ensemble, ce discours est d'un homme qui se sent tenu de rendre des comptes. C'est donc que, silencieusement ou non, on les lui demande. Ce n'est certes pas la première fois que le Fuhrer dégage sa responsabilité de l'origine du conflit. Mais jamais encore il ne l'avait fait avec de telles précisions. Et comme il s'agit, en fin de compte, de motiver la déclaration de guerre aux Etats-Unis, c'est Roosevelt, cette fois, qui est accusé d'avoir fait échouer les négociations : peu importe que naguère ce fût Churchill ! Quand il s'agit de se justifier, Hitler ne s'embarrasse pas d'une contradiction.

Passant ensuite à la guerre de Russie, dont visiblement le peuple allemand comprend de moins en moins la nécessité à mesure qu'elle se prolonge et que les échecs succèdent aux victoires, le Fuhrer se défend âprement de l'avoir voulue : « Je n'ai pas voulu (cette) guerre, dit-il textuellement, au contraire, j'ai tout fait pour l'éviter ». Et de parler de la « trahison bolchevique »...

Puis il en vient aux Etats-Unis, et là on a l'impression que vraiment, non, il n'a pas voulu cette nouvelle guerre, qu'il lui a fallu pourtant déclarer. Il ne l'a pas voulue, parce que le peuple allemand ne la voulait pas et parce qu'il ne la comprend pas. Hitler va cependant la déclarer. Pourquoi ? « Parce que le pacte tripartite du 27 septembre 1940 l'y oblige » – ce qu'on ignorait en Allemagne jusqu'ici. Toutefois, comme il n'est pas question de laisser croire qu'on a eu la main forcée, il étalera tous les griefs du Reich contre les Etats-Unis, et surtout il fera appel à la haine et à la colère aveugle. Comment ? En se lançant dans une diatribe frénétique contre la personne de Roosevelt (et même contre Mrs Roosevelt) et enfin contre l'ennemi juif, qui fait voir rouge. Et il s'écrie : « Même si nous n'étions pas alliés au Japon, nous verrions clairement que le but des Juifs et de leur otage Roosevelt est **de détruire un Etat après l'autre, séparément ».** A l'impudence d'une telle parole, on peut mesurer son mépris de la vérité. On mesure aussi l'inquiétude qui étreint cet homme, devant l'angoisse grandissante de « son » peuple.

C'est surtout contre l'U.R.S.S. que le Reich avait besoin de l'aide japonaise. Or le Japon s'est gardé d'attaquer l'U.R.S.S. en même temps que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. On voit bien les raisons économiques et stratégiques qui poussaient les Japonais à rompre avant tout l'étreinte anglo-américaine. On ne voit pas l'intérêt immédiat de Hitler à déclarer la guerre aux Etats-Unis. Sa politique avait tendu au contraire à l'éviter et à faire croire à son peuple qu'il l'éviterait indéfiniment. Sans doute l'aide américaine aux Russes et aux Anglais subira maintenant un temps d'arrêt, mais au regard de cet avantage momentané, quel coup pour l'opinion allemande, et quel rappel inévitable de 1917 ! « Chaque année nous trouvera mieux armés » s'est écrié Hitler, le 11 décembre. **Chaque année** : cette fois, c'est la guerre longue à coup sûr.

Comme Hitler n'est pas homme à tenir un engagement contre son gré, il a dû se dire qu'en déclarant la guerre aux Etats-Unis, il hâterait infailliblement le conflit russo-japonais. Il n'en reste pas moins qu'il s'est vu forcé à déclarer, le 11 décembre : « L'Allemagne et l'Italie **sont finalement contraintes** de mener la lutte commune côte à côte avec le Japon », et cette sorte de regret implicite n'a pas l'apparence d'une simple formule de style.

En résumé en septembre 1940, le Reich et l'Italie auraient obtenu du Japon la promesse d'accentuer constamment sa menace en direction du Pacifique Sud, de manière à immobiliser dans ce vaste secteur une partie importante des forces anglo-américaines. En échange, le Japon, aurait reçu l'assurance de l'appui immédiat de ses alliés en cas d'hostilités ouvertes dans le Pacifique. En décembre 1941, le Japon s'est jugé « contraint » d'ouvrir les hostilités, et il a placé délibérément le Reich et l'Italie devant le fait accompli.

S'il en est ainsi, on peut dire qu'à partir de ce moment, en dépit des apparences, c'est à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis qu'appartient l'initiative de la guerre.

MENACE NAZIE SUR NOTRE ECONOMIE D'APRES-GUERRE

Dans un de ses articles du « Soir », visiblement destiné à préparer l'opinion à la suppression, dans les lois organiques de la Banque Nationale, des clauses pouvant mettre un frein à l'inflation monétaire, l'individu qui se nomme Chevalier (!) exprimait toute sa confiance dans la solidités du franc, celui-ci étant garanti, selon ses dires par une importante couverture d'or ainsi que par des créances sur l'Etat belge et, affirme-t-il, sur le Reich.

Nos créances sur le Reich dépassent actuellement 11 milliards, dont 3 en Reichskreditkassenscheine, 2 au moins en crédit de la Banque Nationale, 6 en clearing, le total ne faisant que croître et embellir de semaine en semaine. Aux yeux dudit Chevalier, si nous osons dire, ces créances sur l'Allemagne seraient remboursées, une fois la guerre finie, en marchandises allemandes : ainsi tout rentrerait dans l'ordre !

Tout d'abord, qui nous dit que les Nazis, après avoir fixé arbitrairement à 10 fr., puis à 12.50 fr. le cours du mark, dont dépend la valeur de notre créance sur l'Allemagne, ne passeront pas au bleu toutes les dettes contractées dans les divers pays occupés par elle, sous prétexte par exemple que le bénéfice d'un ordre nouveau implique des sacrifices dont il serait injuste de charger la seule Allemagne.

Mais en admettant un moment la thèse du Chevalier, on remarque bientôt qu'elle met en cause non seulement un problème purement monétaire, mais encore la structure de l'appareil économique, voire social, de notre pays.

Les Nazis rembourseraient donc les dettes, contractées par l'extorsion (nous pesons nos mots) de nos produits, en nous livrant, après la guerre, des marchandises allemandes... Soit dit en passant, cette affirmation contient l'aveu, par un des suppôts du régime, que la valeur des marchandises enlevées n'est récupérable qu'après la guerre ! A première vue, cette « solution » peut paraître **relativement** honnête. A l'analyse l'on constate qu'elle ruinerait notre propre industrie en raffermissant dans la même mesure le marché allemand. Car on sait que l'économie belge et allemande ne sont pas complémentaires mais concurrentes, ce qui veut dire que, les deux pays produisant et exportant la même chose, les seuls produits avec lesquels les Allemands pourraient nous payer – si tel était leur bon plaisir – sont précisément ceux-là mêmes que nous fabriquons nous-mêmes.

Cela implique que, songeant à transformer son économie de guerre en économie de paix, l'Allemagne nazie cherche à s'assurer les débouchés indispensables dans les pays concurrents mêmes ! Cela implique encore que, sous prétexte de payer ses dettes, les Allemands inonderont, après guerre, le marché belge de produits pour la fabrication desquels nous sommes outillés nous-mêmes en machines et en main-d'œuvre. Autrement dit, avec la complicité de nos « dirigeants », les Nazis, en payant leurs dettes en nature, provoqueront chez nous un chômage monstre en consommant la dislocation de notre économie.

Cette désorganisation, ils l'organisent dès à présent magistralement, par le chômage partiel, par la réquisition de nos spécialistes, par l'usure de notre matériel et de nos hommes et par la ruine de notre jeunesse. Et, organisant en même temps un espionnage industriel qui s'étend sur toute l'Europe, ils posent les jalons incontestables d'un asservissement économique et social qui s'exprime par ces deux concepts : Herrenvolk et ordre nouveau.

Petites nouvelles

Après la capitulation des bourgmestres. – Les Allemands et leurs valets, Romsée et Leemans, ont obtenu gain de cause, ils auront les cuivres.

Après un premier mouvement de résistance, nos bourgmestres ont capitulé. Cette capitulation risque d'avoir des suites graves. Pour n'avoir pas saisi l'occasion de dire **non** à une demande inique de l'occupant, les bourgmestres se trouvent dans une position toujours plus difficile pour résister à une nouvelle demande. L'ordonnance sur la réquisition des laines est en préparation. Que feront les bourgmestres lorsqu'ils seront tenus de faire livrer les matelas de leurs administrés ?

Notre ravitaillement. – On a dit que la fourniture des cuivres serait compensée par un ravitaillement plus abondant de notre population. L'Allemand peut tout promettre, il sait bien qu'il ne tiendra pas.

La vérité est que nos cuivres partiront pour la machine de guerre allemande et que notre ravitaillement en vivres deviendra chaque jour plus difficile. Il n'y a plus de pommes de terre, la ration de beurre est diminuée, les enfants ne peuvent plus, même avec les timbres, recevoir leur ration de lait, la ration de viande est, elle aussi, diminuée et voici que les rutabagas sont devenus un produit rationné.

Hier, celui qui n'avait pas de pommes de terre pouvait encore se remplir l'estomac avec des rutabagas, aujourd'hui, malgré la livraison des cuivres et celle des pneus en attendant celle de la laine, le ravitaillement du peuple n'a jamais été aussi critique de par la volonté de nos « protecteurs ».

La gaffe. – Le Roi se marie le 11 septembre. On l'annonce dans les églises le 7 décembre. Et le public en reste comme deux ronds de flan. On ne comprend pas. Ce n'est donc pas le sort de ses soldats qu'il a voulu partager, mais le sort de mademoiselle Baels.

Les plus embêtés, ce sont les nobles et les généraux de la scandaleuse brochure « La Belgique Loyale ». Ces hauts bonnets nous ont fait savoir qu'ils allaient imposer le Roi comme dictateur après la fin des hostilités. Et voilà que Léopold III s'amuse. Il préfère le vaudeville au drame. Le drame, oui. Car ces Belges « loyaux » ne se figuraient quand même pas que les Belges allaient tranquillement supporter encore un dictateur après Hitler.

Grâce au mariage royal, la tentative de dictature est étouffée avant terme. Tant mieux pour la Belgique.

Chez les tramwaymen du Brabant. – Les camarades du tramway sont restés fidèles à leur idéal. Ils ont préféré perdre les avantages appréciables qui leur étaient assurés plutôt que de se soumettre à la volonté de l'oppresseur et de ses satellites. Quant à leurs conditions de travail, la population se rend compte des innombrables difficultés et nos « UTMISTES » ne se font point faute d'exploiter cette situation en essayant de les attirer au sein de leur organisme « nazifié », mais ce sera peine perdue car les tramwaymen savent comment leurs dirigeants furent lâchement jetés dehors avec l'appui des autorités allemandes, et comment on a fait main basse sur l'encaisse de leur syndicat.

Un tramwayman nous écrit :

« N'ayant pas réussi par des promesses, les usurpateurs » de nos biens essaient avec la menace de vendre notre » maison syndicale espérant ainsi par une vulgaire ques- » tion d'argent voir le personnel renier son idéal. Faut-il » qu'ils soient tombés bien bas les Bijtebier, Van Bollaer, » Valet et consorts qui nous jugent à leur aune. Reniant » leurs principes de lutte de classes, pour appliquer au- » jourd'hui la lutte des places, afin de servir mieux en- » core ceux qui nous affament un peu plus chaque jour. » Sachez, « Vulgaires traîtres » que nous ne sommes pas » mûrs pour l'esclavage et devant cette misère qui nous » étreint de plus en plus, nous nous serrons les coudes, » nous préparant pour de nouvelle conquêtes qui ne se- » ront point « d'ordre nouveau ». »

Aveu anticipé. – Dans le n° 16 de novembre de « Signal », à la page 11, les Nazis illustrent un article consacré aux gisements de charbon dans les zones d'influence allemande, par un dessin diagrammatique intéressant : on y voit le charbon acheminé des gisements belges vers la Ruhr, ainsi que les choses se passent réellement.

Et le texte, non moins significatif, dit : « Tous ces territoires (Belgique comprise) appartiennent maintenant à la sphère d'influence du Reich, lequel a en quelque sorte arrondi son industrie houillère par la maîtrise effective de tous les districts miniers dans la partie médiane du continent européen ». Vous avez bien lu : la maîtrise effective de tous les districts miniers, ce qui veut dire que si nous crevons de froid avec l'assentiment des secrétaires généraux commis à notre bonheur, c'est, de l'aveu des Nazis-mêmes, pour « arrondir **leur** industrie houillère » – et leur industrie de guerre. Comment osent-ils l'imprimer, direz-vous. En effet ! Seulement, il s'agit du n° du 16 novembre 1940, au temps où le vol de notre charbon était pratiqué encore sur une échelle assez « honnête » pour que le public ne se révoltât pas à l'étalement cynique de ses malheurs dans la presse nazie.

M. Gaston Derycke est un esprit distingué. En plus de cela, parfaitement indépendant. Cela lui a permis de passer du « Rouge et Noir » au « Nouveau Journal » après une série de pirouettes dans tous les milieux politiques bruxellois. M. Derycke, indépendant, se gardait bien avant la guerre de s' « engager » dans un parti. « Pensez donc, cher ami, abdiquer mon indépendance, asservir mon sens critique, me commettre avec le commun ! » Aujourd'hui, M. Derycke est « engagé » dans la défense de l'Ordre nouveau. Tant pis pour l' « indépendance ».

C'est que, voilà, il y a deux sortes d'engagements : ceux qui paient, et ceux qui ne paient pas.